SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN ALGÉRIE

La LADDH tire la sonnette d'alarme

La situation des droits de l'homme en Algérie connaît une régression considérable. Ce constat a été fait jeudi dernier par les membres de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (Laddh), présidée par l'avocat Mustapha Bouchachi, en présence de son président d'honneur, Me Ali Yahia Abdennour.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Cette observation a été faite à l'occasion d'une collation donnée au siège de la Laddh sis à la rue Didouche-Mourad, Alger, à l'occasion de la célébration du 60e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et «de l'adoption du document le plus fondamental qui soit dans le domaine des droits de l'homme».

A cet effet, la ligue a saisi cette opportunité pour interpeller l'opinion publique nationale et internationale «concernant la dégradation des droits de l'homme en Algérie dans tous les domaines de l'activité nationale».

Présidée par Me Mustapha Bouchachi, la Laddh tire la sonnette d'alarme et interpelle «tous ceux qui sont concernés par cette situation d'agir, se concerter et se réunir pour défendre les droits de l'homme». Pour le président d'honneur, Me Ali Yahia Abdennour, «quand l'homme est touché dans sa dignité, il oublie qu'il est habité par la vie et il la risque».

En d'autres termes, pour le doyen des avocats algériens, «la situation des droits de l'homme en Algérie connaît une régression importante, d'où l'urgence d'une interpellation du premier magistrat du pays sur cette situation». «Il faut que Bouteflika soit le président de tous les Algériens et même de ceux qui ne sont pas d'accord avec lui.

Il ne doit pas être le président de la coalition présidentielle (RND-FLN-MSP) ou d'un clan du pouvoir», a-t-il plaidé.

Il conclut son intervention, en portant à la connaissance des présents que le problème de l'Algérie est celui de «l'impunité et qu'en Algérie, il n'existe pas un Etat de droit».

Pour sa part, le vice-président de la ligue, Me Nourredine Benissad, a fait état de la situation qui prévaut dans les prisons en déclarant qu'«un détenu ne dispose que de 1,5 m² alors que les normes internationales sont de 12 m²». Pour cet avocat, «il est urgent aujourd'hui d'engager une coalition pour l'abolition de la peine de mort.»

Les animateurs de cette rencontre-débat ont, également, longuement commenté le «refus des institutions d'appliquer les décisions de justice à l'image de ce magistrat qui a eu gain de cause depuis six années et que la chancellerie refuse toujours de réintégrer dans son poste de travail».

A. B.

BOUMERDÈS

Calme précaire sur le front sécuritaire

Ces dernières semaines, les terroristes du GSPC Al-Qaïda Maghreb de la région de Boumerdès sont dans leurs petits souliers. Ils se font oublier. Leurs méfaits ont fort heureusement diminué. Renforcement maximal de la présence des forces de l'ordre et réapparition des fouilles de véhicules. Ce sont les seuls faits relevés ce jeudi 11 décembre, journée placée sous très haute surveillance.

La population de la wilaya de Boumerdès a passé les fêtes de l'Aïd El-Adha de façon calme, du moins au plan sécuritaire. Ce n'est malheureusement pas le cas pour l'aspect économique. Comme tous les Algériens, ils ont subi le diktat des commerçants qui agissent désormais en toute impunité. Néanmoins, les forces de l'ordre ont enregistré des explosions d'engins artisanaux placés par les terroristes, au premier jour de la fête du sacrifice, comme à Ammal où l'attentat a causé des blessures à deux militaires. Le second engin a explosé dans le massif de Sidi-Ali Bounab sans faire de victime. Par ailleurs, la rumeur propagée par un quotidien arabophone, réputé pour son goût du sensationnel concernant un jeudi sanglant, s'est avéré fausse.

La forte présence des forces de l'ordre diminue temporairement le risque

La forte présence sur le terrain de tous les corps sécuritaires a permis un maillage très serré du territoire, notamment les axes routiers, y compris certains chemins communaux. Ce déploiement des effectifs a, sans aucun doute, rendu les déplacements des terroristes plus complexes. La surveillance jour et nuit et la neutralisation d'un grand nombre de réseaux de soutien ont également compliqué la tâche aux émirs. Il est pratiquement impossible d'entrer dans une agglomération de la région sans passer par deux ou trois barrages de contrôle fixes. Cependant, les services de sécurité ne se font pas d'illusions. Pour eux, le risque d'attentats persiste. Les observateurs qui suivent les problèmes sécuritaires de la région seront certainement d'accord avec cette nouvelle mise en garde. Effectivement, le mouvement terroriste islamiste garde toujours un important potentiel de nuisance. La katiba El-Arqam qui écume le centre de la wilaya de Boumerdès et celle d'El Ansar, qui est disséminée dans l'est de la wilaya et au nord de la wilaya de Tizi-Ouzou, n'ont pas été entièrement décimées. Elles ont une sinistre réputation pour avoir organisé des attentats suicide dans la région. Il y a également une seria qui active dans la région des Issers et le sinistre émir Betitraoui qui continue à sévir dans la région Corso-Boudouaou-Tidjelabine.

L'industrie du rapt pour enrichir les émirs et financer les attentats

Les terroristes se livrent, plus que jamais et dans un silence ambiant aux kidnappings de personnes issues de familles riches notamment celles établies dans la région du triangle d'or (Baghlia-Dellys-Laâzziv,) où des milliards provenant de l'agriculture, du pillage de sable et d'autres activités économiques circulent . On signale également des enlèvements dans la ville de Boumerdès. Bien entendu, ces rapts et le racket des fellahs, en plus du climat de peur qu'ils entretiennent, sont hautement rentables financièrement pour les émirs des groupes en activité. Dans certains cas d'enlèvements, des informations font état de rançons de plusieurs milliards de centimes. En tout cas, la rançon la plus faible avoisine 500 millions de centimes. L'argent étant, dit-on, le nerf de la guerre, on imagine aisément la destination d'une partie de ce butin.

Incapacité de se mouvoir ou recul tactique ?

Si le quadrillage du territoire par les services de sécurité rend le mouvement des groupes armés difficile, il y a aussi le côté pervers de ce silence de la part des terroristes. Il est connu que les chefs des phalanges regroupent, lorsqu'ils décident de frapper, les effectifs des seriate sous leurs ordres. Une fois leurs coups réalisés, les terroristes se dispersent rapidement pour éviter de subir des contre-offensives ou pour empêcher les services de sécurité de les pister. C'est la méthode utilisée par le GSPC qui se poursuit Ce retrait permet en outre aux terroristes de collecter des informations et de procéder aux préparatifs d'autres attaques. Mais ces derniers mois, les intervalles silencieux sont de plus en plus longs. Ce qui suppose que les seriate et les katibat encore en activité sont affaiblies. En outre, les services de sécurité ont la maîtrise du terrain et se sont placés en situation offensive.

Ali F.

ORAN - LOUISA HANOUNE :

«Le PT est toujours un grand parti»

A l'occasion de la commémoration des évènements du 11 Décembre, la secrétaire générale du Parti des travailleurs s'est rendue, ce jeudi, dans la wilaya d'Oran, où elle a pris part à une rencontre regroupant les militants de sa formation.

Ce fut l'occasion pour Louisa Hanoune de réfuter les propos relatés dans un dossier de presse qui a été consacré à son parti. Elle dit ignorer quel est «le parti» derrière cet écrit publié par un hebdomadaire arabophone.

Elle fera remarquer que ce dossier ne le diminue pas pour autant. Au contraire, il prouve que le PT est toujours aussi fort et perspicace et, contrairement aux allégations apportées sur la fragmentation, ceci n'a pas porté atteinte au parti, depuis qu'il se trouve dans la sphère du pouvoir.

Elle affirmera que ce n'est que de la pure spéculation mensongère. Se référant aux propos relatés dans ce dossier, où il est question de contribution du PT à la rédaction de la Constitution de 1996, Louisa Hanoune précisera que son parti n'a jamais pris part à son élaboration. Une version qui, selon elle, a consacré le recul des libertés. Revenant sur le choix de son parti de voter oui pour le projet de révision de la Constitution initié par le chef de l'État, elle rappellera que «notre choix était motivé par le fait que cela reoprésentait un événement et un développement majeurs».

A. B.

AÏN-DEFLA

Saisie de près de 7 kg de kif

Agissant sur renseignements, les éléments de la brigade de Gendarmerie nationale ont dressé un barrage mardi dernier sur la route qui mène à El Amra, commune située a 17 km au nord-ouest de Aïn-Defla. Ils ont procédé au contrôle d'un taxi immatriculé dans la wilaya d'Oran, puis à une fouille minutieuse du véhicule à bord duquel se trouvaient, outre le chauffeur, une femme âgée de 52 ans, accompagnée d'un homme d'une quarantaine d'années. C'est au cours de l'examen du bagage de la dame, un sac, que les gendarmes ont découvert un colis contenant 6 kg de kif traité.

Présentés devant le parquet du tribunal de Aïn-Defla, les 2 passagers du taxi ont été placés sous mandat de dépôt. Il convient de rappeler que la wilaya de Aïn-Defla était devenue une zone de passage obligé pour les trafiquants de drogue à destination du centre du pays, à partir de l'ouest.

La lutte acharnée des services chargés de la répression du trafic de drogue a souvent été couronnée de succès puisque d'importantes prises ont été réalisées durant l'année 2008.

Ces résultats ont été rendus possibles du fait que les grands axes routiers, y compris la voie ferrée, ont été placés sous haute surveillance, avec des contrôles inopinés et le recours à des chiens dressés pour la détection de la drogue. C'est assurément ce qui a poussé ces trafiquants à emprunter des routes départementales voire des routes secondaires dans l'espoir d'échapper aux fréquents contrôles.

Karim O.

HAUTE-KABYLIE

Des militaires et des gardes communaux cibles d'attaques terroristes

Deux patrouilles, l'une militaire et l'autre de la garde communale, ont été prises pour cibles, dans un intervalle de deux heures environ, jeudi après-midi, en Haute-Kabylie, dans un rayon ne dépassant pas une trentaine de kilomètres.

Selon une source au fait des questions sécuritaires dans la région, une patrouille pédestre de l'armée a été la cible d'une attaque dans les environs du village Aït-Aggouacha, dans la commune de Larbaâ-Nath-Irathen. Un violent accrochage s'en est suivi avant que les terroristes ne battent en retraite. Malgré l'effet de surprise et la violence de l'attaque, les militaires n'ont enregistré aucune perte humaine. Plus au sud, environ deux heures après l'attaque de la patrouille militaire, à dix-huit heures, ce sont des éléments de la garde communale de Yattafen, dans la daïra de Beni-Yenni, qui, rejoignant leurs quartiers, se retrouvèrent sous les feux croisés provenant des buissons longeant la rivière de Souk El Djemaâ. Là également, la réplique des auxiliaires des services de sécurité a été telle que les assaillants se sont vite dispersés dans la nature, à la faveur de la nuit et des rudes conditions climatiques qui prévalent dans la région depuis plusieurs jours. Par ailleurs, dans la journée d'hier, les Tizi-Ouzéens ont été rudement secoués par d'innombrables explosions qui se sont succédé de midi à quatorze heures. Des explosions, parfois impressionnantes, qui laissaient vite supposer qu'elles provenaient des alentours immédiats de la ville. Selon des informations recueillies auprès de diverses sources, ce sont les maquis qui s'étendent de la limite sud de Tassadort, dans la périphérie sud de Tizi-Ville, jusqu'aux environs de Maâtkas ,qui ont été ciblés par l'artillerie lourde de l'armée. Jusqu'à hier en fin d'après-midi, aucune information n'a filtré sur cette opération.

A. M.